

Compte rendu

Ouvrage recensé :

L'avenir du syndicalisme, par Armand Capacci, Collection les Grands Problèmes, Hachette, Paris, 1967, 267 pages.

par L.-René Parenteau

Relations industrielles / Industrial Relations, vol. 23, n° 1, 1968, p. 177.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/027873ar>

DOI: 10.7202/027873ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

RECENSIONS

L'avenir du syndicalisme, par Armand Capocci, Collection les grands Problèmes, Hachette, Paris, 1967, 267 pages.

Des premières organisations syndicales françaises, à travers l'évolution du syndicalisme français et étranger, Armand Capocci retrace et formule la vocation révolutionnaire du syndicalisme. Par une interprétation des faits rapide et parfois décousue, il pose les jalons de la lutte internationale des classes, lutte qui se traduit par une opposition parfois violente et anarchique au pouvoir patronal et étatique.

L'auteur rapproche d'une façon assez bizarre les aspirations ouvrières à la lutte des classes au sens marxiste du terme, il tente parfois d'identifier l'apolitisme de l'action syndicale à l'anarchisme pur et simple, et il pose l'avenir du syndicalisme en ces termes: « Le syndicalisme est, par essence, fait pour conquérir et non pour accepter ».

Poser l'action syndical en termes de lutte des classes ne fait-il pas un peu vieillot et la peur morbide de l'intégration du syndicalisme au système par la participation ne risque-t-elle pas de paralyser cette action? Voilà des questions qui ne sont pas posées dans cet ouvrage. La lutte des classes y est posée comme une base fondamentale et la conception de la participation reflète des positions cégétistes évidentes.

Si après les luttes mémorables que le syndicalisme international a soutenues pour se faire reconnaître et pour se faire accorder un statut presque égal aux autres institutions capitalistes contemporaines, pourquoi refuserait-il aujourd'hui d'utiliser les droits que lui accorde cette reconnaissance? Si le syndicalisme, pour être révolutionnaire, doit être anarchique, nous n'en sommes plus. Le syndicalisme sera réellement révolutionnaire s'il réussit d'abord à faire l'unité des travailleurs, s'il cesse ses querelles intestines pour mettre en commun toutes ses ressources, si peu importantes soient-elles, afin de participer réellement. Cette participation, bien qu'elle ne lui accorde pas le pouvoir comme le regrette M. Capocci, lui accorde un droit manifeste de discuter et d'être consulté. S'il ne veut pas rester un parent pauvre dans cette discussion, le syndicalisme doit mettre sur pied des équipes de chercheurs qui apporteront à la table des négoc-

iations des propositions clairement formulées et fondées sur des calculs qui éviteront l'approximation et les tâtonnements.

L'auteur le dit justement, il reste deux options au syndicalisme, soit reconnaître le système social et s'efforcer de le corriger, soit le réfuter et mettre toute son énergie au service de la révolution. Cependant, nous semble-t-il, avant de lancer la classe ouvrière dans une aventure où elle risque fort de crever, il conviendrait d'utiliser à fond les nouveaux mécanismes de participation et d'y mettre autant d'effort et de cœur qu'on en a mis dans la revendication jusqu'ici. Il reste un impondérable, la prise de conscience de leurs responsabilités sociales par les leaders et chefs syndicaux.

L.-René PARENTEAU

The New Perspectives in Collective Bargaining, by Don R. Sheriff, Editor, Center for Labor and Management, College of Business Administration, The University of Iowa, Iowa City, Iowa, 1966, 41 pages.

This booklet covers the controversial area embracing the issue of government intervention in the bargaining process. It involves the comprehensive scope of the limits of labor-management relations, work stoppages, the necessities of the public welfare, national defense, and the contours of the free enterprise system.

The range of the discussion is indicated by the presentations of the points of view and arguments of important experienced leaders from the fields of labor, industry and the public represented by an officer of the United States Federal Mediation and Conciliation Service and a journalist from an outstanding newspaper. Each of the four contributions is introduced with a preliminary analysis by university faculty members.

Necessarily, one's reaction to the separate versions depends upon the interest of the reader. Yet the average citizen who is affected by a serious work stoppage in an essential industry is concerned with some governmental instrumentality which will restore normal conditions.

What should not be overlooked, however, is the all inclusive coverage of the concept